

SOMMAIRE

Introduction. « Révolutionnaires sans révolution ? », par <i>Amin Allal, Layla Baamara, Leyla Dakhli, Giulia Fabbiano</i>	9
--	---

Partie 1.

Regards portés sur le *hirak*, un chemin à suivre ?
Transformation des mondes, devenirs révolutionnaires
observés à partir de mondes sociaux constitués

1. Les garçons des quartiers populaires dans le <i>hirak</i> . Retour sur des pratiques ambivalentes de la contestation, par <i>Laurence Dufresne Aubertin</i>	29
2. Des liens inconstants entre migration et contestation. Le cas de la <i>harga</i> en temps de <i>hirak</i> , par <i>Farida Souiah</i>	49
3. « Notre seul rôle, c'est celui de militant ». Devenirs contestataires à l'heure du soulèvement, par <i>Layla Baamara</i>	69
4. Les syndicats autonomes en Algérie et le <i>hirak</i> . De la neutralité politique à une volonté de « transition démocratique » ?, par <i>Siham Beddoubia</i>	95
5. Les limites d'un régime résilient, par <i>Chérif Dris</i>	127

Partie 2.

Au cœur du *hirak*, un monde en transformation ?
Observer le mouvement et comprendre ce qui s'y joue,
ce qui se répète et se renouvelle

6. « <i>Dzaiïr rana hna !</i> » : <i>hirak</i> et Hexagone, par <i>Giulia Fabbiano</i>	151
7. « Notre histoire, on l'écrira nous-mêmes ». Les réinvestissements de l'histoire par les protestataires à Alger, par <i>Saphia Arezki</i>	185
8. Retour sur une intervention hors cadre. Le <i>hirak</i> ou le « futur déjà terminé » de la révolution anticoloniale, par <i>Nedjib Sidi Moussa</i>	219
9. Deux éclairages sur le moment présent. Élections et protestations ; état civil <i>vs</i> état militaire, par <i>Amar Mohand-Amer</i>	243
10. « L'État c'est juste un nom ». Marges, contestations et politique autour de la contrebande en Algérie, par <i>Tarik Dabou</i>	253

Annexes

Chronologie indicative.....	279
Bibliographie.....	301
Liste des sigles et des organisations cités	335
Biographies des auteur·rice·s.....	341
Table des encadrés	345
Table des illustrations	347
Table des matières	349

INTRODUCTION

« Révolutionnaires sans révolution ? »

*Amin Allal, Layla Baamara,
Leyla Dakhli, Giulia Fabbiano*

Le 22 février 2019, le monde découvre les rues du centre-ville de la capitale algérienne envahies par une foule massive et déterminée. L'Algérie semble alors se réveiller d'une longue torpeur, et même s'il est certainement faux de prétendre que le pays était endormi ou apathique auparavant, quelque chose a lieu sous nos yeux qui prend la forme d'une radicale nouveauté. Ces mobilisations collectives, massives et pacifiques sont inédites dans l'histoire récente du pays. En parallèle de celles-ci, les assemblées, les réunions militantes et publiques se succèdent pour donner voix à de nouveaux projets collectifs visant à reprendre en main le destin d'une société qui semblait figée à jamais, gouvernée par un pantin à demi mort, des militaires vieillissants assis sur leurs gloires passées et la crainte du retour de la terreur. Pendant 56 semaines, des marches se déroulent souvent pacifiquement dans les principales villes du pays à un rythme bi-hebdomadaire, jusqu'à ce que la pandémie de la COVID-19 et les mesures qui l'accompagnent mettent un coup d'arrêt provisoire à ces démonstrations de révolte collective. Si la colère et la soif de justice demeurent, dans un climat de répression grandissant, les occasions pour rendre visibles les mobilisations sont devenues plus rares depuis mars 2020.

Sans Lénine et sans Lumières, des révolutionnaires

Lorsque l'idée de ce livre a pris naissance, les marches et les manifestations diverses battaient leur plein dans les rues des villes algériennes. Au Soudan, un mouvement semblable avait démarré depuis quelques

semaines. Puis ce fut au tour de l'Irak et du Liban de connaître des soulèvements populaires. L'idée d'une seconde vague de révolutions arabes a rapidement fait son chemin, comme la volonté de comprendre ce qui la caractérisait. Pour des chercheuses et des chercheurs travaillant sur cette région du monde, les débats suscités à partir de 2010-2011 sur la caractérisation des événements alors en cours en Tunisie, en Égypte, au Yémen, en Syrie et en Libye ont permis d'ouvrir un certain nombre de pistes d'interprétation, mais ils ont aussi été marqués par une discussion sur la « légitimité » de l'usage du mot de révolution pour ces mouvements et ces soulèvements. Certains analystes en réservent désormais l'usage à la Tunisie, comprise comme le seul pays où le soulèvement aurait débouché sur de réelles transformations (positives). Pourtant, pour qui veut maintenir le regard un peu longtemps sur les transformations en cours, ou pour qui veut comprendre autrement que par sa finalité la notion même de révolution, la situation est plus complexe et contrastée qu'il n'y paraît. Et s'il est vrai que la Tunisie a pu se saisir du soulèvement révolutionnaire pour transformer sa vie démocratique, il est aussi possible de dire à la fois que, comme dans le roman de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, où le révolutionnaire Tancredi énonce « pour que tout reste comme avant, il faut que tout change¹ », une partie de l'élan révolutionnaire est détourné vers une forme de restauration, voire d'assise démocratique supplémentaire pour des élites maintenues dans leurs privilèges. Pourtant, qui oserait mettre en doute que le *Risorgimento* italien a été un mouvement révolutionnaire, comme celui qui secoue la Tunisie depuis décembre 2010 ? Il en est également ainsi de l'oubli dans lequel tombent les aspirations populaires à la liberté et à la justice sociale une fois qu'elles sont recouvertes par la violence militaire, ou réprimées *manu militari* par le régime (à nouveau) en place. Si l'on accorde à l'Égypte son éphémère temps révolutionnaire, la défaite syrienne s'est transformée en perte pour celles et ceux qui en portaient les espoirs et les aspirations. Quant au Yémen et à la Libye, où les populations sont sous le feu et prises en étau par des logiques militaires depuis de si longues années, personne ne semble songer à restituer à leurs peuples un peu de leur capacité d'action.

Alors que se passe-t-il lorsque le Soudan, l'Algérie, l'Irak, le Liban se soulèvent ? L'histoire ne se répète évidemment pas à l'identique, et les épisodes révolutionnaires précédents sont également distincts, mais il se trouve que ces différents mouvements revendiquent d'emblée leur

1. Giuseppe Tomasi di Lampedusa, 1962 [1958], *Le Guépard*, traduction de Fanette Pézard, Paris, Éditions du Seuil.

caractère révolutionnaire. Ils s'expriment dans des langues et des répertoires différents, mais tous affirment sur un mode absolument radical une détermination qui, nous semble-t-il, trouve ses racines dans l'élan révolutionnaire de 2010-2011.

Pour nous qui travaillons sur ces phénomènes politiques et sociaux, observer ce qui se passe en Algérie devient aussi un enjeu de compréhension des usages et des appropriations du lexique révolutionnaire². Le terme de révolution lui-même peut être pris dans des discussions sur la téléologie qu'il impliquerait et le réserverait aux « révolutions réussies », il en est autrement de l'usage du mot « révolutionnaires » pour désigner les acteurs et les actrices de ces événements. La critique qui a été faite aux mouvements de 2010-2011, qui en faisait des révolutions sans révolutionnaires³, reposait sur une tout autre manière d'aborder ces événements et les révolutions. Observant des « résultats » contrastés dans ces sociétés, c'est l'absence d'idéologie du projet révolutionnaire qui les distinguerait de leurs prédécesseuses, les révolutions du xx^e siècle. En somme pas de Lénine (ou de Ali Shariati) ni de philosophie des Lumières pour permettre de transformer l'essai du soulèvement et agir sur le quotidien des gens ordinaires. Faut-il dès lors se mettre à chercher des Lénine ou bien réfléchir sur le causalisme qui détermine ces définitions de la révolution et que tous les travaux historiques récents démentent⁴ ? Il nous a semblé plus intéressant de dépasser ce causalisme et de relever un autre manque, qui permet probablement bien plus de comparaisons historiques. Ce qui manque toujours aux révolutionnaires, c'est bien la révolution. S'ils-elles la nomment, la proclament, la désirent et la revendiquent, c'est parce qu'elle n'est jamais vraiment là et qu'elle s'échappe dès qu'on croit la saisir. Elle est toujours déjà une promesse non tenue, elle est toujours déjà une trahison ou en train d'être trahie, comme toute promesse ambitieuse. Au fond, ce ne sont pas les révolutionnaires qui manquent, mais bien les révolutions. Il n'est pas compliqué de trouver des raisons de se révolter, voire des inspirations qui pourraient être appelées des causes, ce qui est plus difficile, c'est de saisir le moment, et de cheminer vers la révolution.

2. Leyla Dakhli (dir.), 2020, *L'esprit de la révolte*, Paris, Éditions du Seuil.

3. Asef Bayat, 2017, *Revolution without Revolutionaries: Making Sense of the Arab Spring*, Stanford, Stanford University Press.

4. Parmi de nombreux-euses autres, Quentin Deluermoz, 2020, *Commune(s) 1870-1871. Une traversée des mondes au XIX^e siècle*, Paris, Éditions du Seuil ; Timothy Tackett, 1997, *Par la volonté du peuple : comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel ; Sophie Wahnich, 2008, *La longue patience du peuple, 1792. Naissance de la République*, Paris, Payot.

En observatrices et observateurs de ces mouvements, les coordinatrices et le coordinateur de cet ouvrage ont demandé à des chercheuses et des chercheurs en sciences sociales de porter leur regard sur l'Algérie actuelle et d'aller y rencontrer les révolutionnaires, de tenter de comprendre ce qu'ils et elles espéraient, mais aussi et surtout ce que ce temps révolutionnaire leur faisait. Qu'est-ce qu'un peuple en révolution ? Qui sont celles et ceux qui se pensent comme révolutionnaires, celles et ceux qui le deviennent ? En décrivant et en analysant les trajectoires, les perceptions et les pratiques d'acteurs-actrices qui, dans la dynamique de mobilisation, s'opposent, s'affrontent, se découvrent, s'allient ou s'ignorent, les contributions réunies ici éclairent notre compréhension d'un de ces surgissements populaires massifs qui ébranlent les régimes en ce début de XXI^e siècle. Elles soulignent combien un mouvement révolutionnaire est en tension perpétuelle. Elles montrent, plus précisément, comment les phénomènes de transformation et d'inertie sont, ensemble, constitutifs de la dynamique révolutionnaire et, d'une manière ou d'une autre, affectés par les possibles qu'elle ouvre.

Dès février 2019, une multitude d'expressions a fleuri pour caractériser la situation politique : révolution du sourire, processus révolutionnaire, transition démocratique, deuxième indépendance, *hirak chaabi* (mouvement populaire), *hirak* ou encore révolution. Les événements ont donné lieu à des publications nombreuses, notamment en Algérie où de multiples auteurs et autrices se sont saisi-e-s de cet objet pour apporter leurs témoignages, leurs analyses, parfois simplement pour laisser une trace de ce qui se déroulait sous leurs yeux⁵. Le langage des mobilisé-e-s et leurs stratégies de distinction sont à prendre au sérieux

5. On peut citer entre autres : Mohamed Benchicou, 2020, *La Casa del Mouradia. Février 2019... Et l'Algérie se réveille*, Paris, Hémisphères éditions/Maison-neuve & Larose nouvelles éditions ; Omar Benderra *et al.*, 2020, *Hirak en Algérie. L'invention d'un soulèvement*, Paris, La Fabrique Éditions ; Mohamed Mebtoul, 2019, *Libertés, dignité, algérianité. Avant et pendant le « hirak »*, Alger, Éditions Koukou ; Sarah Slimani (éd.), 2019, *La révolution du sourire*, Tizi Ouzou, Éditions Frantz Fanon (avec les contributions de El-Mahdi Acherchour, Kamel Bencheikh, Hédia Bensahli, Salah Guemriche, Mohamed Kacimi, Amina Mekahli, Saïd Oussad, Mohamed Anis Saidoun, Rabeh Sebaa, Lynda-Nawel Tebbani) ; Mahdi Boukhalifa, 2019, *La Révolution du 22 février. De la contestation à la chute des Bouteflika*, Alger, Chihab Éditions ; Rachid Sidi Boumedine, 2019, *Aux sources du hirak*, Alger, Chihab Éditions ; Amin Khan, 2019, *Marcher*, Alger, Chihab Éditions ; Collectif, 2020, *J'ai revê l'Algérie*, Alger, Éditions Barzakh. Voir aussi : Amir Mohamed Aziz, 2019, « Protesting Politics in Algeria », *Middle East Research and Information Project*, 26 mars [En ligne : <https://merip.org/2019/03/protesting-politics-in-algeria/>] ; Awel Haouati,

pour qualifier la situation, et leur perception de la réalité révolutionnaire fait partie du mouvement en cours. Nous ne chercherons pas ici à arbitrer entre ces différentes perceptions ni à établir si le *hirak* algérien est une vraie révolution. Nous faisons le choix dans cet ouvrage de revenir sur cette longue année, et de poser les jalons d'une réflexion sur l'émergence d'une crise politique et d'une dynamique révolutionnaire. Cela présente un double intérêt théorique : échapper à la raison téléologique (tout ce qui se passe n'est interprétable qu'à l'aune de son futur anticipé comme un retour à l'ordre, une fatalité meurtrière ou encore un avenir « démocratique standard »), et s'intéresser à temps aux éventuels oubliés de l'histoire (ces événements, ces acteurs-actrices et ces pratiques que l'histoire des vainqueurs – celle des lendemains – ne retiendra probablement pas).

L'Algérie en perspective

Alors que le monde arabe se soulevait en 2010-2011, l'Algérie semblait rester à l'écart. Certains rappelaient qu'elle avait déjà vécu son « printemps » à la fin des années 1980⁶ et qu'elle avait également connu son hiver, terriblement meurtrier, à la suite. D'autres parlaient d'impuissance, du verrouillage incomparable de ce régime de vieillards par ses forces prétorienne⁷, de la force de la rente⁸ et de la corruption⁹, du traumatisme de la guerre des années 1990 ou encore de la passivité de la majorité de la population pour signifier la force de l'exception algérienne, jamais tout à fait comparable aux pays et aux peuples qui l'entourent. Certes, la singularité algérienne existe. Ce pays est le seul pays du monde arabe à avoir été véritablement l'objet d'une colonisation de peuplement qui a remis

2020, « *Hirak* algérien, An I : les chants d'une révolution populaire », *Ballast*, vol. 9, n° 1, p. 156-169.

6. Myriam Aït Aoudia, 2015, *L'expérience démocratique en Algérie (1988-1992). Apprentissages politiques et changement de régime*, Paris, Presses de Sciences Po.

7. Mohammed Hachemaoui, 2015, « Changement institutionnel *vs* durabilité autoritaire. La trajectoire algérienne en perspective comparée », *Cahiers d'études africaines*, vol. 220, n° 4, p. 649-686.

8. Luis Martinez, 2010, *Violence de la rente pétrolière. Algérie, Libye, Irak*, Paris, Presses de Sciences Po.

9. Mohammed Hachemaoui, 2011, « La corruption politique en Algérie : l'envers de l'autoritarisme », *Esprit*, vol. 6, p. 111-135.

en cause l'ensemble de ses structures et le foyer d'une résistance longue et déterminée qui en a fait un temps la « Mecque » des révolutionnaires¹⁰.

Néanmoins, ce qui s'entend en 2019 dans les rues, vendredi après vendredi, mardi après mardi, mais également tout le long des semaines, n'est pas totalement étranger à ce que l'on a pu entendre ailleurs il y a huit ans¹¹. Les échos de ce refus de l'humiliation, de ces combats pour les droits sont perceptibles cette même année 2019 au Soudan, en Irak et au Liban. Les manifestant-e-s aussi le savent, qui brandissent des pancartes avec « L'Algérie est inSississable », en référence à la restauration autoritaire du général Sissi en Égypte ; les gouvernants en jouent, lorsqu'ils rappellent, sous la forme d'une menace à peine voilée, qu'en Syrie aussi tout a commencé avec des roses¹². Les phénomènes que l'on observe depuis février 2019 en Algérie questionnent à nouveau les ressorts et les formes des mouvements révolutionnaires dans la région. Ouvrir la comparaison permet d'interroger en retour la singularité du *hirak* algérien. Prenons un exemple concret. Face aux forces de l'ordre qui enserrent les manifestations à Alger et n'interviennent, les premières semaines, que ponctuellement et en marge des cortèges les plus denses, de nombreux-ses protestataires invitent les policiers à les rejoindre et à rallier leur cause en scandant : « la police est des nôtres, nous sommes frères » (« *Police dialna, khawa khawa* »). Certain-e-s, souvent en famille, leur offrent à boire et à manger. Ces formes initiales de fraternisation, parfois « tactiques », qui s'estompent face au durcissement des politiques répressives déployées par le régime au fil des mois, nous renseignent sur la dynamique révolutionnaire algérienne en rappelant l'importance de tenir compte des rapports de forces entre révolutionnaires et politiques publiques pour comprendre les différentes inflexions du mouvement dans le temps, mais aussi dans l'espace. Le moment des marches construit – provisoirement – un espace paradoxalement sûr pour celles et ceux qui sont habitué-e-s à des interactions violentes avec les représentant-e-s de l'ordre public.

Ce livre propose ainsi des pistes pour comprendre la position de l'Algérie dans le mouvement qui affecte l'ensemble de la région. Il entend

10. Jeffrey James Byrne, 2016, *Mecca of Revolution: Algeria, Decolonization, and the Third World Order*, New York, Oxford University Press ; Elaine Mokhtefi, 2018, *Algiers, Third World Capital*, Londres/Brooklyn, Verso.

11. Frédéric Volpi, 2019, « Le mouvement protestataire algérien de 2019 à la lumière de la théorie des mouvements sociaux et des Printemps arabes », *L'Année du Maghreb*, vol. 21, p. 27-36.

12. Discours du Premier ministre de l'époque – désormais incarcéré pour corruption – Ahmed Ouyahia du 28 février 2019 dans l'Assemblée populaire nationale.

à la fois prendre au sérieux la position particulière du pays et rompre l'isolement dans lequel elle est parfois tenue, sur le mode de l'exception algérienne, toujours traversée par une violence incomparable¹³, ou sur le mode de la spécificité nationale de chacun de ces mouvements, qui trouveraient leurs racines uniquement dans une configuration locale de rapports de forces et de contraintes. Tenter de comprendre ce qui se joue aujourd'hui en Algérie peut aider à élaborer de nouvelles grilles d'interprétation pour appréhender les transformations sociales en cours dans les autres pays secoués par les révoltes de 2010-2011, qu'ils soient encore dans un processus de réforme, dans des cycles de violence, ou dans une phase de restauration autoritaire. Cet ouvrage invite ainsi à réfléchir de nouveau sur les relations entre protestations collectives et changements de régime¹⁴. Ces dernières, au cœur des explications des mouvements de 2011 au Maghreb et au Moyen-Orient¹⁵, semblent à l'ordre du jour en d'autres lieux de la région. La compréhension du cas algérien peut également permettre des comparaisons avec des pays restés apparemment « immobiles¹⁶ ». Car, on le verra à travers les études de cas, l'immobilité algérienne n'était qu'apparente. Et le surgissement, s'il était bien une surprise pour tous, n'était pas un « éveil ».

Ces deux dernières décennies, les images se sont multipliées d'un désintérêt politique des masses et des jeunesses algériennes gagnées au désir consumériste et à l'exil, d'une répétition d'événements protestataires sans effets supposés (souvent qualifiés d'émeutes apolitiques¹⁷), et

13. James McDougall, 2005, « Savage Wars? Codes of Violence in Algeria, 1830s–1990s », *Third World Quarterly*, vol. 26, n° 1, p. 117-131.

14. Jérôme Heurtaux, 2015, « Rendre intelligible “l’après” d’une “révolution” : monde arabe (2011-2015) », *Politix*, vol. 112, n° 4, p. 176-186.

15. Michel Camau, Frédéric Vairel (dir.), 2014, *Soulèvements populaires et recompositions politiques dans le monde arabe*, Montréal, Presses de l'université de Montréal ; Choukri Hmed, Laurent Jeanpierre (dir.), 2016, « Révolutions et crises politiques. Maghreb/Machrek », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 211-212, n° 1-2 ; Mounia Bennani-Chraïbi, Olivier Fillieule, 2012, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les situations révolutionnaires arabes », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5-6, p. 767-796 ; Frédéric Volpi, James Jasper (dir.), 2018, *Microfoundations of the Arab Uprisings. Mapping Interactions between Regimes and Protesters*, Amsterdam, Amsterdam University Press.

16. Sur le cas du Maroc, voir par exemple, Mounia Bennani-Chraïbi, 2019, « Rétrospective sur la voix de la rue au Maroc : tout ne change pas pour ne rien changer », *L'Année du Maghreb*, vol. 21, p. 37-54.

17. Chérif Bennadji, 2011, « Algérie 2010 : L'année des mille et une émeutes », *L'Année du Maghreb*, vol. VII, p. 263-269. Voir aussi Robert Parks, 2012, « Algeria

d'une organisation ambiguë de l'opposition au régime¹⁸. À cela s'ajoute le fameux syndrome du « plus jamais ça » : le repoussoir que constituerait la décennie 1990 dans l'organisation de protestations. Tout semble converger pour donner sa force explicative au constat d'une supposée apathie politique généralisée des citoyen-ne-s. À longueur d'éditoriaux ou d'analyses expertes, tout ou presque serait lié à la politique de la rente (et à son effet, le clientélisme) et à la peur de la décennie noire (des « islamistes », de la violence armée, de l'État...). *In fine*, la politique aurait été toute entière simplifiée en un jeu de coteries et de retournements discrets de palais dont on ne connaît en réalité que peu d'éléments tangibles. Le régime politique – le « système » – tenait avant tout car solidement arrimé à une force répressive étatique importante, à une économie politique de redistribution tournant autour de la manne extractive et à un récit performant sur la violence massive des années 1990. Il semblait écrit que les Algérien-ne-s ne pouvaient massivement se mobiliser. C'est pourtant ce qui s'est produit. Contrairement donc à ce que des explications « mécanistes » ont tenté d'imposer, l'Algérie n'est pas cette société politique figée que des observateur-e-s extérieur-e-s ont construite plus que montrée.

À l'observer attentivement, le dynamisme interne à la société algérienne n'est en effet pas nouveau. La situation de 2019 ne surgit pas de nulle part, et les sciences sociales nous aident à l'éclairer. L'Algérie a connu des protestations collectives à l'hiver 2010-2011. Si celles-ci ne se sont pas transformées en mobilisations déstabilisatrices¹⁹, cela ne veut pas dire qu'elles n'aient pas été sans effet ou qu'elles n'aient pas posé les prémices d'une contestation travaillant l'ordre social. De plus, depuis une quinzaine d'années, des luttes sociales se sont multipliées, mais sont souvent oubliées, car cantonnées aux marges²⁰, car demeurées sec-

and the Arab Uprisings », dans Clement Henry, Jang Ji-Hyang (dir.), *The Arab Spring*, New York, Palgrave Macmillan, p. 101-125.

18. Louisa Dris-Aït Hamadouche, Yahia H. Zoubir, 2009, « Pouvoir et opposition en Algérie : vers une transition prolongée ? », *L'Année du Maghreb*, vol. V, p. 111-127.

19. Youssef El-Chazli, Hervé Rayner, 2014, « Une dynamique émergente : le processus révolutionnaire à Alexandrie, janvier-février 2011 », dans Michel Camau, Frédéric Vairel (dir.), *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, Montréal, Presses de l'université de Montréal, p. 93.

20. Tarik Dahou, Nedjib Sidi Moussa (dir.) 2015, « L'Algérie aux marges de l'État », *Politique africaine*, vol. 37, n° 1 ; Fatiha Belmessous, Farida Naceur, 2019, « Des revendications ordinaires aux mobilisations citoyennes : la conquête du droit à la ville dans des quartiers informels de Batna (Algérie) », *Annales de géographie*, vol. 729-730, n° 5-6, p. 38-61.

torielles, locales ou éphémères²¹. Mal lues, ces actions collectives le sont certainement. La figure de l'émeute supposée minoritaire sans conscience politique fonctionnait comme preuve que la protestation collective ne pouvait avoir cours ou être prise au sérieux²². Pourtant, les contributeur-riche-s de cet ouvrage, avec d'autres, prêtaient déjà grande attention aux mobilisations de chômeurs²³, de groupes communautaires²⁴, de mal-logé-e-s, de *harraga*²⁵, ainsi qu'aux luttes portées par des organisations politiques²⁶ ou par des syndicats²⁷. Ils-elles n'ont pas attendu février 2019 pour produire des recherches sur des réalités socio-politiques contemporaines mouvantes en Algérie²⁸. Tou-te-s ont engagé depuis plusieurs années des investigations *in situ* sur les modes d'action, les trajectoires militantes et les expressions revendicatives dans le contexte autoritaire algérien. S'ils-elles n'avaient bien entendu pas prévu l'imprévisible – ce surgissement protestataire massif touchant l'ensemble du pays – tou-te-s

21. En 2017, des mobilisations ont lieu en plusieurs localités qui « portaient des revendications nationales relatives au pouvoir d'achat et risquaient de s'étendre à tout le pays comme ce fut le cas en octobre 1988 », voir Lahouari Addi, 2017, « Système politique et paix civile en Algérie », *Confluences Méditerranée*, vol. 100, n° 1, p. 27-39 ; Thomas Serres, 2019, « "Vous avez mangé le pays !" ». Revendications socio-économiques et politisation en Algérie (2011-2019) », *Esprit*, vol. 6, p. 49-60.

22. Smaïn Laacher, 2019, « L'Algérie à haute voix », *Libération*, 5 mars.

23. Naoual Belakhdar a participé à enrichir nos échanges lors des journées d'études organisées à Tunis en avril 2019. Voir Naoual Belakhdar, 2015, « "L'éveil du Sud" ou quand la contestation vient de la marge. Une analyse du mouvement des chômeurs algériens », *Politique africaine*, vol. 137, n° 1, p. 27-48.

24. Laurence Dufresne Aubertin, 2017, « Revendications morales et politiques d'une révolte. Les émeutes du Mzab en Algérie (2013-2015) », *L'Année du Maghreb*, vol. 16, p. 209-222.

25. Farida Souiah, 2012, « Les *harraga* algériens », *Migrations Société*, vol. 143, n° 5, p. 105-120.

26. Layla Baamara, 2016, « L'écart difficile aux routines contestataires dans les mobilisations algériennes de 2011 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 211-212, p. 109-125.

27. Siham Beddoubia, 2019, « Les syndicats autonomes en Algérie, initiateurs des luttes démocratiques ? », *Confluences Méditerranée*, vol. 111, n° 4, p. 119-134.

28. Les articles de Chérif Dris de la rubrique Algérie des chroniques politiques de *L'Année du Maghreb* permettent ainsi de comprendre les recompositions du régime algérien depuis l'arrivée d'Abdelaziz Bouteflika. Le travail de Saphia Arezki contribue à notre compréhension de l'histoire de l'armée algérienne (Saphia Arezki, 2018, *De l'ALN à l'ALP. La construction de l'armée algérienne 1954-1991*, Alger, Éditions Barzakh). Tarik Dahou s'emploie quant à lui, notamment à travers une anthropologie de la politique maritime algérienne, à analyser comment s'exerce et se renégocie le pouvoir politique du local au transnational (Tarik Dahou, 2018, *Gouverner la mer en Algérie : politique en eaux troubles*, Paris, Karthala).

ont été en situation d'observer, de décrire, et de comprendre ces mobilisations collectives. Cette position privilégiée nous encourage à interroger les ressorts du débordement démographique, sociologique et politique caractéristique de ce mouvement disruptif. Si cette question classique n'est jamais totalement réglée, la méthode empirique et l'entrée par la mobilisation et les mobilisé·e·s défendues dans cet ouvrage permettent de progresser dans la compréhension de ces phénomènes²⁹. Ainsi, c'est par l'observation minutieuse des moments, des lieux de ces rencontres entre populations préalablement mobilisées (selon des formes collectives et organisées différentes) et des populations majoritaires qui ne l'étaient pas, que l'improbable se produit et affecte les structures et les routines des Algérien·ne·s.

De février 2019 à mars 2020 : une année de mobilisations de masse

Les études empiriques rassemblées dans cet ouvrage visent à comprendre les ressorts d'une « conjoncture politique fluide ». Plusieurs réalités sociales corroborent l'idée d'une autonomie relative de cette conjoncture par rapport aux configurations qui la précèdent³⁰. Cette autonomie est caractéristique des moments révolutionnaires ou pour parler comme Michel Dobry des crises politiques. En Algérie, on observe, à partir de la fin du mois de février 2019, des échanges de coups au sein du bloc historique du régime (dans les agences au cœur des appareils sécuritaires, du côté des hommes d'affaires³¹ et vis-à-vis du « palais³² »), une accélération de changements dans les routines et les rapports à la tête de

29. Au moins deux numéros de revue partagent cette perspective de recherche : Thierry Desrues, Eric Gobe (dir.), 2019, « Quand l'Algérie proteste », *L'Année du Maghreb*, vol. 21 ; et Amin Allal *et al.* (dir.), 2020, « *Hirak*, Algérie en révolution(s) », *Mouvements*, vol. 102, n° 2.

30. Voir Omar Carlier (2020).

31. Un groupe d'hommes d'affaires proches d'Abdelaziz Bouteflika sont arrêtés à partir du mois de mars, font l'objet d'interdiction de sortie du territoire ou d'enquêtes judiciaires.

32. L'interprétation des changements pendant les années 2000 et 2010 des relations entre Présidence de la République et « agences sécuritaires de l'État profond » comme favorables à Abdelaziz Bouteflika ne fait pas consensus chez les spécialistes. Voir Mohammed Hachemaoui, 2016, « Qui gouverne (réellement) l'Algérie ? », *Politique africaine*, vol. 142, n° 2, p. 169-190 ; Lahouari Addi, 2015, « La chute de "Rab Dzaïr", le "dieu d'Alger". Le DRS sous la coupe de l'état-major de l'armée »,

l'Exécutif, mais aussi dans le travail judiciaire (des juges qui disent non³³), dans la pratique journalistique (dénonciation et remise en cause de la censure³⁴, refus des pressions du pouvoir dans le service public), dans les alliances et les loyautés politiques³⁵ (défection des soutiens au président sortant au sein du Front de libération nationale³⁶, de l'Organisation nationale des moudjahidines et de l'Union générale des travailleurs algériens³⁷, etc.), et enfin dans la participation politique des citoyen·ne·s ordinaires.

Par des enquêtes *in situ*, nous regardons attentivement le déroulement des événements éclairés par des analyses des acteurs-actrices, des dispositifs et des pratiques connus ou étudiés avant février 2019. Contrairement aux lectures surplombantes qui font écran aux dynamiques anthropologiques et historiques profondes de politisation des acteurs sociaux, les contributeur·rice·s remobilisent leurs données empiriques en s'appuyant sur des enquêtes récemment réalisées, pour analyser les dynamiques du surgissement protestataire de 2019.

Des premières manifestations locales de la mi-février à la démission d'Abdelaziz Bouteflika le 2 avril 2019, les revendications des protestataires se concentrent autour du refus du cinquième mandat du président sortant. S'affirme alors la volonté d'en finir avec un pouvoir autocratique et prédateur (« Vous avez mangé le pays, voleurs ! »). L'obstination à rester au pouvoir d'un président impotent, absent des événements officiels au cours desquels il est représenté par son portrait encadré, est la goutte de trop dans

Orient XXI, 30 septembre [En ligne : <https://orientxxi.info/magazine/la-chute-de-rab-dzair-le-dieu-d-alger.1036>].

33. Des juges expriment publiquement leur refus de suivre l'élection présidentielle si Abdelaziz Bouteflika est candidat. Ce refus de supervision de l'élection est réaffirmé lorsque celle-ci est reportée au 4 juillet. Des magistrats et d'autres travailleurs du secteur de la justice (greffiers, avocats, bâtonniers) affichent leur soutien au mouvement populaire, manifestent et/ou se mettent en grève.

34. Par des rassemblements réguliers, les journalistes des médias publics et privés revendiquent le respect des libertés d'expression et de la presse. Certain·e·s démissionnent en signe de protestation.

35. Louisa Dris-Aït Hamadouche, Chérif Dris, 2019, « Le face à face *hirak*-pouvoir : La crise de la représentation », *L'Année du Maghreb*, vol. 21, p. 57-68.

36. Des cadres, élus et militants du parti expriment leur soutien aux manifestants, certains vont jusqu'à se retirer de l'organisation, voir *s.n.*, 2019, « Algérie : le camp de Bouteflika se fissure, selon les analystes », *Atlasinfo.fr*, 21 mars [En ligne : https://atlasinfo.fr/Algerie-le-camp-Bouteflika-se-fissure-selon-les-analystes_a99084.html].

37. En plus des ralliements de certaines sections au mouvement populaire, certaines, comme celle de Tizi Ouzou, contestent ouvertement le président de la Centrale syndicale et se mettent en grève.

un vase déjà comble. À la différence des émeutes et des révoltes sectorielles qui ont ponctué la vie du pays les années précédentes, la protestation de février se répand rapidement et durablement à l'échelle nationale. Festive et joyeuse, l'insurrection donne à voir un corps social rassemblé dans sa diversité. Les clivages sociaux, économiques, géographiques, démographiques et politiques semblent un temps relégués au second plan. Le pacifisme est une autre caractéristique forte des protestations. Les protestataires en font même leur étendard avec le slogan « *silmiyya* ». Malgré des ajustements que l'on peut observer au fil des mois, les revendications des premières semaines constituent un socle de la dynamique protestataire, car elles ouvrent l'espace des possibles : possibilité politique de refuser une humiliation de trop en s'opposant au cinquième mandat et en s'arrogeant le droit à l'action malgré la menace du désordre (politique, économique, sociale) ; possibilité anthropologique de dépasser la suspicion/méfiance comme relation privilégiée à l'autre ; possibilité historique d'inventer un nouveau récit national où le passé cesse d'empêcher l'avenir³⁸ ; possibilité sociologique de penser le « peuple » comme une volonté singulière et organique sur laquelle doit reposer le pacte national, en renversant ainsi la vision infantilisante des masses que les autorités politiques ont véhiculée.

À partir de la contestation du cinquième mandat, on assiste à une dynamique protestataire qui revendique donc la fin d'un « système ». « Qu'ils s'arrachent tous ! » (« *Yetnahaw ga3!* » en arabe algérien) est l'expression qui symbolise ce désir de faire tomber le régime dans son ensemble et non pas seulement un de ses leaders. La formule, ainsi que le mouvement de la main l'accompagnant, exprimée en dialecte par un jeune homme devant la caméra d'une télévision arabe devient un mot d'ordre emblématique du *hirak*, repris pendant les marches par les protestataires et matérialisé sur différents supports : tags, badges, T-shirts, tasses, clips. *Yetna7aw ga3* – ici récrit en « *arabizi* », c'est-à-dire en arabe écrit avec une combinaison d'alphabet latin et de chiffres – remplace progressivement l'initial « Dégage », qui avait été scandé à Tunis le 14 janvier 2011 devant le ministère de l'Intérieur pour demander la chute de Ben Ali, slogan lui-même déjà accompagné d'un geste de la main. Le geste, comme la formule, dit bien, partout et quelle que soit sa forme spécifique, qu'il faut faire place nette.

Les protestataires parviennent à la satisfaction d'une de leurs premières revendications quand le président Bouteflika annonce par communiqué,

38. Giulia Fabbiano, 2019, « Le passé et ses présences », *L'Année du Maghreb*, vol. 21, p. 117-130.

le soir du 2 avril, sa démission. Celle-ci intervient après des recompositions au sein des appareils dirigeants qui se traduisent notamment par un changement de Premier ministre et les déclarations insistantes du Chef d'état-major d'alors, Ahmed Gaïd Salah, favorable à l'application de l'article 102 de la Constitution, relatif à la vacance du pouvoir³⁹. Après les interpellations d'hommes d'affaires connus pour leur proximité avec l'ancien président, trois de ses alliés les plus influents sont également arrêtés au début du mois de mai : son frère et conseiller Saïd Bouteflika et deux généraux anciens responsables des services de renseignement⁴⁰. Par ces arrestations, présentées comme une preuve de la lutte amorcée contre la corruption au sein du régime, et par les consultations ouvertes en vue de la tenue de la conférence de dialogue annoncée par le chef d'État par intérim Abdelkader Bensalah, celui qui a pris les rênes du pays, le général Ahmed Gaïd Salah, affirme œuvrer à satisfaire les demandes du peuple⁴¹.

Le mouvement ne s'essouffle pas pour autant. Au contraire, il se renforce en réclamant la refonte du système et prend ouvertement pour cible le Chef d'état-major : « Désolé, désolé, Gaïd Salah, le peuple n'est pas dupe, on a dit : arrachez-vous tous ! » ou « Gaïd, tu es concerné par le *Ga3* (tous) ! ». Le rejet de l'élection présidentielle initialement prévue le 18 avril, puis reportée au 4 juillet pour finalement être fixée le 12 décembre est un autre leitmotiv⁴². « Pas de vote/d'élection avec les bandes » insistent les manifestant-e-s. En tournée dans les casernes du pays, Ahmed Gaïd Salah sature l'espace médiatique et communicationnel à travers ses discours et ses communiqués. Si dès le 22 février, des épisodes de violences policières⁴³ ont lieu

39. Dès le 10 mars, Ahmed Gaïd Salah salue dans ses discours (prononcés lors de ses déplacements dans les casernes du pays), le peuple algérien et lâche peu à peu le président en poste. Sur la place de l'armée algérienne en temps de crise, voir notamment Saphia Arezki, 2020, « Quand l'armée algérienne occupe le devant de la scène politique : Retour sur des phases de transition depuis 1962 » *Mouvements*, vol. 102, n° 2, p. 147-156.

40. Le général Mohamed Médiène – dit Toufik –, dirigeant du Département du renseignement et de la sécurité (DRS) de 1990 à 2015 et le général Athmane Tartag, son adjoint qui lui a succédé après le démantèlement du service.

41. *S.n.*, 2019, « Gaid Salah s'exprime de nouveau sur la situation politique : le texte intégral », *tss-algerie.com*, 1^{er} mai [En ligne : <https://www.tss-algerie.com/gaid-salah-sexprime-de-nouveau-sur-la-situation-politique-le-texte-integral/>].

42. Pour une analyse de « l'évolution improvisée et erratique des différentes "solutions" de sortie de crise mises en œuvre par le pouvoir », voir Myriam Aït-Aoudia (2021).

43. On peut par exemple mentionner le cas de Ramzi Yettou, manifestant d'une vingtaine d'années, décédé le 19 avril 2019 après avoir été hospitalisé à l'issue d'une

plutôt en marge des moments et des zones les plus denses des marches, le climat d'intimidation se durcit toutefois à partir de la mi-avril. À Alger, la manifestation du 12 avril est fortement réprimée par les forces de l'ordre qui lancent du gaz lacrymogène dans le tunnel des facultés et dispersent la foule par des canons à eau. Il en va de même pour les arrestations. Rouages ordinaires de la politique sécuritaire du régime en matière de désamorçage des contestations, les arrestations se multiplient à partir du mois de juin. Elles ciblent des militant·e·s de longue date, des activistes plus ou moins connu·e·s ou de simples manifestant·e·s. Les slogans initiaux de fraternité avec les forces de sécurité (« L'armée et le peuple sont frères » ; « L'armée est la nôtre, mais Gaïd nous a trahis ») disparaissent progressivement, conséquence du renforcement du dispositif arbitraire et punitif et des déclarations menaçantes de l'homme qui fait office de chef d'État de fait.

Plus globalement, l'expression d'une volonté politique de changement radical qui ne pourrait avoir l'élection comme cadre formel se décline à travers des revendications appelant à l'avènement d'une « deuxième République » et à ce que l'armée reste dans les casernes (« Un état civil et non militaire »). Le calendrier électoral pour élire un nouveau président a d'ailleurs une incidence sur les protestataires qui, dans les mois qui précèdent le scrutin fixé au 12 décembre 2019, s'en prennent aux lieux et aux objets de campagne électorale (panneaux détournés, meeting des candidats chahutés, rassemblements dans les chefs-lieux des régions du pays – à Oran, Tlemcen, El Oued, Tamanrasset, Chlef notamment⁴⁴). Ces actions se soldent par des affrontements violents avec la police, des blessés (éborgnés) et des arrestations nombreuses qui viennent s'ajouter aux victimes de la répression déjà dans les geôles du pouvoir. Parmi les nombreux motifs de la contestation de l'élection présidentielle (avant comme après sa tenue), l'acquittement de tous les détenu·e·s politiques et d'opinion est une condition préalable non négociable réclamée par les manifestant·e·s. Condition préalable aussi à toute sorte de transition que d'aucuns n'envisagent que sous forme d'assemblée constituante souveraine, et que d'autres souhaitent voir se réaliser au bout d'une période de refonte des institutions pouvant conduire à des élections libres. Dans le climat de débats politiques impulsés par l'élan révolutionnaire des premières semaines, des initiatives citoyennes et militantes se déploient

marche à Alger en marge de laquelle il a reçu des coups de matraque. Une enquête a été ouverte à la demande de sa famille.

44. Des syndicats appellent à une grève générale de quatre jours à partir du 8 décembre pour protester contre l'organisation de l'élection.

et s'organisent. Les lieux du savoir (universités et écoles supérieures), les espaces publics et culturels (les parcs, les places, les marches des théâtres) deviennent des arènes d'échanges et de discussions politiques entre militant-e-s et citoyen-ne-s⁴⁵. Des mouvements déjà existants se consolident, d'autres se constituent dans la dynamique révolutionnaire. Ainsi, plusieurs rencontres nationales du mouvement féministe se tiennent : près de Béjaïa en juin 2019, à Oran en octobre, à Tizi Rached en février 2020. Cette dernière est parachevée par un hommage à la militante féministe Nabila Djahnine assassinée le 15 février 1995 à Tizi Ouzou. De même, des collectifs militants pour la libération des détenu-e-s d'opinion et l'indépendance de la justice se constituent de manière décentralisée en réaction aux arrestations qui se multiplient. Rassemblant des acteurs-actrices politiques d'opposition, des corps de métiers (dont des avocat-e-s et des journalistes), des familles et des citoyen-ne-s lambda, le Réseau de lutte contre la répression voit le jour le 1^{er} juin 2019, tandis que le 26 août est fondé le Comité national pour la libération des détenus (CNLD) qui, *via* les réseaux sociaux, alerte systématiquement l'opinion publique sur les arrestations de militant-e-s et d'activistes, et renseigne plus généralement sur les dossiers en cours malgré un accès aux sources souvent difficile.

Certes, les marches du vendredi et du mardi incarnent la forme protestataire la plus visible et caractéristique du *hirak*. Cependant, dès les premières semaines du soulèvement et au fil des mois qui suivent, des grèves locales et générales, des manifestations sectorielles, des *sit-in*, des rassemblements ciblant des événements particuliers (visites de ministres ou de candidats à la présidentielle) figurent régulièrement à l'agenda des protestations. Les secteurs des hydrocarbures, de l'éducation, de la justice, de l'industrie agro-alimentaire, des transports, de l'administration publique, du fret maritime sont notamment touchés par des grèves dès le mois de mars dans de nombreuses villes (en plus des grandes villes habituelles, Mascara, Hassi-Messaoud, Hassi Rmel, Relizane, Tiaret et d'autres encore). Une première grève générale est annoncée début mars dans l'enseignement supérieur, ce qui a pour effet quasi immédiat l'annonce par le ministère de tutelle de l'avancement des vacances universitaires (prévues le 22 mars, elles sont avancées au 10 mars et durent jusqu'au 4 avril).

45. Islam Amine Derradji, Amel Gherbi, 2019, « Le *hirak* algérien : un laboratoire de citoyenneté », *Métropolitiques*, 12 juillet [En ligne : <https://metropolitiques.eu/Le-Hirak-algerien-un-laboratoire-de-citoyennete.html>] ; Ghaliya Djelloul, Anis Mezoued, 2019, « Les ressorts spatiaux de la mobilisation révolutionnaire à Alger », *Forum Vies Mobiles*, 1^{er} juillet [En ligne : <https://fr.forumviesmobiles.org/2019/06/28/ressorts-spatiaux-mobilisation-revolutionnaire-alger-12995>].

Cette grève coïncide avec des appels de plusieurs syndicats à la grève générale. Celle-ci est particulièrement suivie dans la wilaya de Béjaïa quasiment à l'arrêt, mais observée aussi, bien que plus limitée, à Tizi Ouzou, Boumerdès, Skikda, Constantine, Hassi Messaoud. Le 26 mars, une autre grève générale est notamment suivie à Bouira et à Guelma. On distingue alors des régions où ces manifestations sectorielles et ces grèves parviennent à perdurer, notamment en Kabylie (Bejaïa, Bouira, Tizi Ouzou).

Parmi ces multiples formes de la révolte, les tentatives de coordination des acteurs-actrices partisan·e·s et de la société civile peinent à instaurer un rapport de forces favorable avec les décideurs et à être, en même temps, légitimées par « le peuple » insurgé. Il en est ainsi notamment du Collectif de la société civile pour une transition démocratique. D'autres initiatives rassemblant des groupes et des personnalités de milieux associatifs, syndicalistes et/ou partisans, se formalisent par des rencontres et des communiqués communs ou distincts. Dans le sillage de ces dynamiques, une rencontre prévue le 22 février 2020, mais finalement non autorisée donne lieu à une conférence de presse lors de laquelle est présenté le « Manifeste du 22 février pour la transition démocratique ». Cette initiative semble continuer à vouloir mobiliser les forces vives dans l'optique d'aboutir à une feuille de route en phase avec la volonté populaire, sans pour autant avoir résolu ses tensions internes ni la question de la faible structuration du mouvement dans son ensemble. Si bien que le mouvement de protestation se caractérise toujours par son organisation horizontale et son absence de leaders identifiables.

Bien sûr, cette longue année n'a pas été linéaire. Les mobilisations ont été plus intenses à certaines dates, elles ont parfois reflué⁴⁶. Elles ont trouvé leurs territoires privilégiés, certaines grandes villes, certaines régions, mais elles se sont maintenues et il n'est pas faux de dire que, malgré le coup de frein donné par les mesures anti-COVID-19 et les arrestations massives, le mouvement s'est longtemps poursuivi, diversifiant ses modes d'action et ses répertoires. C'est sur ces treize mois de mobilisation que se penchent les chapitres de cet ouvrage. Nous avons l'espoir que ces analyses aideront les lectrices et les lecteurs à voir ce que les révoltes populaires font, ce qu'elles font à celles et ceux qui les mènent, ce qu'elles font au regard de l'histoire, et ce qu'elles font aux régimes qui les voient surgir et qui, avant de chercher à les réduire, doivent les reconnaître. La révolte algérienne pose des questions plus largement à la démocratie instituée, à ses formes et ses rituels ridiculisés par les généraux et mis en défaut par ce

46. Voir la chronologie dans les Annexes de cet ouvrage, p. 279-299.

que l'on observe aujourd'hui dans les rues, sur les places, dans les écoles et les palais de justice en Algérie – mais aussi ailleurs où des mouvements s'installent sur la durée et mènent des guérillas plus ou moins intenses contre les modes de gouvernement.

Les études de cas qui structurent cet ouvrage observent de multiples espaces sociaux et groupes. Certain·e·s s'attachent à décrire ce que le *hirak* fait à un groupe d'enquêté·e·s, un lieu social ou un groupe constitué. Le texte de Farida Souiah prend pour point de départ une rumeur qui prétendait que les départs vers l'Europe avaient cessé avec le *hirak* et interroge les aspirants *harraga* sur la place de cette révolte dans leur quotidien et l'effet qu'il a pu avoir sur leurs projets. Layla Baamara quant à elle se penche sur un milieu fortement politisé, celui des militant·e·s et des membres de l'espace contestataire organisé. L'événement *hirak* les embarque, mais les changements qui ont lieu ne semblent pas transformer la perception qu'ils ont de leur rôle, celui de militant·e·s, au service d'une cause en train de se (re)définir. Siham Beddoubia, à partir de son travail sur le monde syndical, restitue les événements dans une moyenne durée qui permet d'explorer le lien entre les syndicats autonomes et les revendications exprimées par le mouvement actuel, elle pose ainsi la question démocratique à travers l'exploration de ces corps intermédiaires et de leurs stratégies pour prendre place dans les discussions, à la fois face aux organes officiels et face aux mobilisations. Laurence Dufresne-Aubertin quant à elle fait un retour sur son terrain pour interroger les « gars du quartier », de jeunes hommes de quartiers populaires dont les mobilisations (rares) sont plus souvent vues comme des émeutes apolitiques. Leur participation aux marches, si elle change leur routine et suscite au moins dans un premier temps un véritable enthousiasme, transforme marginalement leur rapport à leur société et à l'État. C'est au régime que s'intéresse Chérif Dris en essayant d'en cerner les contours pour mieux comprendre ce qu'il définit comme sa résilience et sa fragilisation face au *hirak*. Il resitue ce qui se déroule dans la rue dans un faisceau de mises à l'épreuve qui visent le « système ».

D'autres contributions plongent plus directement dans la foule des mobilisés pour tenter d'y comprendre les logiques à l'œuvre, ou de décrire finement « ce que la révolte dit ». Il s'agit pour celles et ceux-là de rendre compte des aspirations, de décrire les formes du politique qu'ils-elles inventent ou réinvestissent. Le chapitre écrit par Saphia Arezki s'attarde sur la manière dont les révolutionnaires manient l'histoire, la relisent et la redévoient. Dans une démarche réflexive et sous la forme d'une intervention critique, Nedjib Sidi Moussa livre un regard sur son expérience et

ses observations du *hirak*. Amar Mohand-Amer tire quant à lui deux fils particuliers parmi les débats en cours en Algérie pour en faire la généalogie : il se penche ici sur la question des élections comme lieu de protestation et cause de mobilisation ainsi que sur l'opposition entre état civil et état militaire. Tarik Dahou analyse ce que le *hirak* doit à l'autonomisation de certains secteurs de l'économie parallèle en allant aux marges des marches et dans les zones grises du « système ». Giulia Fabbiano se penche sur les configurations de la mobilisation dans la communauté algérienne de France, retraçant les différentes tentatives d'organisation de ce qui se nomme alors diaspora et ses héritages protestataires. Les chapitres permettent de porter un regard sur le *hirak* comme objet et comme acteur, en isolant certaines composantes et en les observant comme des cas. À ces articles analytiques s'ajoutent des encadrés qui permettent de revenir sur des faits saillants, des figures de la lutte ou de donner des compléments d'information. L'un d'entre eux, rédigé par Arthur Asseraf, revient sur la figure de la Ballerine du *hirak* et s'en empare pour décrire les transformations de l'occupation de l'espace public dans la ville d'Alger et la force des mises en symbole dans le mouvement. D'autres décrivent des initiatives particulières (l'archivage féministe, les post-its du monument à Maurice Audin) ou sont des rappels de mobilisations plus anciennes. Ils permettent souvent d'approcher des questions pour lesquelles nous n'avons que des indices épars, car cette histoire reste encore largement à écrire, et ils sont aussi des traces pour une écriture à venir.

Note pour la lecture : nous avons opté pour une translittération simplifiée des mots et des noms propres arabes. Nous avons également laissé aux autrices et aux auteurs le libre choix de l'usage de l'écriture inclusive. Nous tenons à les remercier toutes et tous pour leur travail et leur patience. Merci également à Romain Costa pour son travail de correction et de relecture.

Ce travail a été mené à bien dans le cadre du projet de recherche DREAM (*Drafting and Enacting the revolution in the Arab Mediterranean*) financé par le Conseil européen de la recherche (ERC-CoG DREAM, Grant Agreement N° 771453).